

Toutes et tous en grève avec les lycéens et étudiants mardi 13 octobre 2026 !
Décidons de la reconduction de la grève jusqu'à satisfaction des revendications !

Les revendications des lycéens sont légitimes, ce sont les nôtres !
Tous en grève à leurs côtés !

La Commission exécutive du SNUDI FO 33 est aux côtés des lycéens depuis 2 semaines chaque matin devant leurs lycées et à chaque manifestation. La jeunesse en a assez de subir la politique d'austérité et de mise au pas de la part d'un gouvernement qui refuse de créer les postes et les classes nécessaires. Un gouvernement qui annonce encore 54 milliards de coupes budgétaires et maintient une sélection aveugle avec Parcoursup. Un gouvernement qui n'offre aucun avenir à la jeunesse autre que la précarité, et l'engagement militaire avec sa propagande et les milliards d'euros consacrés aux armées.

Pour la CE, leurs revendications rejoignent les nôtres. Elle condamne la multiplication des gardes à vue, des sanctions et violences visant les lycéens mobilisés pour leurs revendications légitimes. Cette répression d'Etat est inacceptable. La colère et les revendications des lycéens sont légitimes. Elles doivent être entendues et satisfaites ! Aucune sanction ! Aucune poursuite !

La jeunesse a droit à un avenir ! Elle doit pouvoir exprimer ses revendications librement et en sécurité. C'est pourquoi la CE du SNUDI FO 33, avec sa fédération, la FNEC FP FO 33 et son UD FO 33, appelle les personnels à se tenir à ses côtés ! Oui tous ensemble, nous pouvons faire reculer ce gouvernement et son budget de malheur !

Après les journées de manifestations massives mardi 6 et jeudi 8 octobre, la mobilisation des lycéennes et lycéens continue de s'étendre ; les blocages et manifestations se poursuivent et s'élargissent aux universités. Le gouvernement, plus fragile que jamais, maintient pourtant son budget d'austérité de 54 milliards d'€ dont 1 588 suppressions de postes d'enseignants.

La CE réaffirme sa revendication d'abrogation de la loi de programmation militaire, d'abandon du service national volontaire, d'arrêt des dispositifs « classes défense et sécurité globale » et de tout projet reposant sur un partenariat entre École et Armée, d'abandon du projet de loi sur l'enseignement à la défense. Elle exige le retrait de la circulaire « 11 novembre » et de son guide « commémorer le 11 novembre ».

Elle réaffirme son exigence d'annulation des 4 000 suppressions de postes de cette rentrée et les créations de postes nécessaires, et refuse les 1 588 suppressions supplémentaires. La CE rappelle son refus de participer aux ateliers « prospectifs » concernant la « baisse démographique et l'anticipation des évolutions de l'offre scolaire » et son expérimentation inédite de construction de la carte scolaire dans notre département.

Les lycéens et les étudiants ont ouvert une brèche. Le gouvernement est fragilisé et ses annonces ne sont que mensonges : mensonge avec le recrutement de 300 infirmiers et médecins scolaires alors que des postes existants sont vacants depuis plusieurs années ; mensonge avec 3 000 enseignants portés disparus à la rentrée, le plus souvent par contrats non renouvelés.

Ce n'est pas le moment de céder mais d'arracher toutes nos revendications :

- Retrait du budget de guerre Macron-Lecornu ! Non aux 54 milliards d'économies !

- Annulation des 1 588 suppressions de postes ! Création des postes nécessaires dans les écoles et les établissements sociaux et médico-sociaux !

- Abrogation de Parcoursup !

- Augmentation des salaires, augmentation du point d'indice : + 10% tout de suite !

- Arrêt de la répression : pas touche à la jeunesse !

Fermons nos écoles mardi 13 octobre !

11h à la Bourse du Travail pour l'AG des grévistes pour décider la reconduction de la grève !

13h30 place de la Bourse à Bordeaux pour la manifestation avec les lycéens et étudiants !

Inclusion systématique : personnels et élèves maltraités !
AESH méprisées ! Ça suffit ! A Paris le 5 novembre !

La CE du SNUDI FO 33 dénonce ce gouvernement, comme ses prédécesseurs, qui continue de faire des économies sur le dos des élèves en situation de handicap et sur le dos des personnels !

Il manque toujours plus de 30 000 places dans les établissements sociaux et médico-sociaux pour y scolariser les élèves qui bénéficient pourtant d'une notification MDPH ! Cela se traduit par des situations ingérables, des élèves et des collègues à bout, des écoles qui craquent ! La CE rappelle que le coût moyen de la scolarisation d'un élève dans un établissement social ou médico-social s'élève à 47600 € par an contre 9 080 € dans une école primaire ! Tout est dit !

Partout les AESH manquent ! Voilà le résultat de la précarité que le gouvernement fait subir aux AESH, maintenus sous le seuil de pauvreté, confrontés aux PAS qui dégradent leurs conditions de travail ! La CE rappelle en outre que ces PAS sont mis en œuvre dans le seul objectif de diminuer drastiquement les notifications MDPH et donc de remettre toujours plus en cause les droits des élèves en situation de handicap !

Et que dire du manque de RASED, de PsyEN pour prendre en charge correctement les élèves en difficulté ?

Face à cette situation inacceptable, la FNEC FP-FO a décidé de prendre ses responsabilités et appelle à une journée de grève jeudi 5 novembre et une manifestation nationale à Paris pour exiger :

- La création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux !
- Le recrutement d'enseignants spécialisés et de PsyEN pour s'occuper des élèves qui en ont besoin !
- Un statut de fonctionnaire avec un temps plein de 24h pour les AESH !
- L'abandon des PAS et des PIAL !

Une délégation de la CE du SNUDI FO 33 sera présente à Paris !

Pour la défense de nos revendications !
Votez pour le SNUDI FO 33 et la FNEC FP FO !

La CE encourage tous nos collègues à renforcer le seul syndicat qui défend inlassablement notre Statut et nos conditions de travail par l'adhésion et la ré-adhésion au SNUDI FO 33 ainsi que par le vote aux élections professionnelles du 3 au 10 décembre 2026.

Adoptée à l'unanimité